

ce qui a été fait au cours d'une année anniversaire

Passant en revue les événements survenus au cours d'une année qui marque à la fois le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies et celui de la première utilisation militaire des explosions nucléaires, M. Sigvard Eklund, Directeur général, a exposé à la quatorzième session de la Conférence générale de l'Agence les progrès importants accomplis dans l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

Sans doute le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies est-il propre à inspirer beaucoup d'éloquence, mais il offre aussi l'occasion d'analyser ce qui a été fait jusqu'à présent et de se demander pourquoi on n'a pas fait davantage. «Quelque opinion qu'on ait des Nations Unies», a déclaré M. Eklund, «le monde semble être d'accord pour dire que si elles n'existaient pas, il faudrait les inventer».

L'événement de l'année a été l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération. Les conversations sur la limitation des armements stratégiques (SALT), à Vienne, sont également porteuses de promesses, puisque chacune des parties est convaincue que les résultats déjà obtenus justifient une reprise des négociations en novembre.

«Si nous considérons que la situation politique actuelle se caractérise par le TNP et SALT», a dit aussi le Directeur général, «nous constatons qu'un esprit de compromis raisonnable permet un optimisme prudent». C'est dans ce contexte que les activités de l'Agence doivent être examinées.

Pour M. Eklund, l'esprit de coopération qui a conduit à la conclusion du TNP s'est également, par voie de conséquence, reflété dans les activités de l'Agence. Ce disant, il a notamment fait allusion au Comité des garanties, constitué en 1970 par le Conseil des Gouverneurs, et qui a pu, grâce à un labeur acharné de plusieurs semaines, préparer les négociations qui devront être entreprises en vue de conclure les accords nécessaires. Il a déclaré qu'il espérait que la prochaine série de réunions qui commencera en octobre sera également fructueuse. Il reste à examiner les modalités techniques détaillées d'application des garanties ainsi que les problèmes financiers qu'elles entraînent.

«La question des garanties — et en particulier leur application dans le cadre du TNP — est le défi que l'Agence devra relever au cours de la prochaine décennie», a déclaré le Dr Eklund. «La tâche essentielle consistera à élaborer et à appliquer les garanties de manière qu'elles soient acceptables pour tous et d'une efficacité optimale. Il est nécessaire de convaincre les gouvernements que les aspects essentiels de leurs installations nucléaires seront protégés.»

Il a souligné que le système des garanties de l'Agence a été, et doit continuer d'être, en constante évolution. L'Agence est devenue depuis deux ans le dépositaire des connaissances acquises dans le monde entier sur ce sujet et des résultats importants ont été obtenus dans les domaines de l'analyse de systèmes, de l'instrumentation et d'autres techniques.

Le financement des garanties

Le financement des garanties a suscité bien des inquiétudes. Tout le monde est d'accord pour dire que rien ne doit être négligé pour réduire les dépenses au minimum tout en assurant l'efficacité du système. Le Directeur général a déclaré que les Etats pourraient y contribuer en instituant leurs propres systèmes de garanties, dans leur propre intérêt,

M. Vikram A. Sarabhai, Président de la Commission de l'énergie atomique de l'Inde, a été élu à l'unanimité Président de la quatorzième Conférence générale.

On le voit ici avec M. V. C. Trivedi (à gauche) qui a été Président du Conseil des gouverneurs le 29 septembre dernier. Photo: AIEA/Preuschl



aussi voisins que possible de celui de l'Agence; l'Agence se propose d'organiser des cours pour former des spécialistes chargés de s'acquitter des activités de garanties sur le plan national. Selon lui, des techniciens bien entraînés pourraient s'acquitter d'une grande partie des tâches aujourd'hui confiées à des inspecteurs possédant de hautes qualifications techniques ou universitaires. En fin de compte, 80 à 90% des analyses qui devront être effectuées pour répondre aux besoins des garanties pourront être confiées à divers laboratoires nationaux ce qui permettrait à l'Agence de ne conserver que des installations modestes.

Le Directeur général considère comme très encourageant le remarquable échange de renseignements sur l'utilisation pacifique des explosions nucléaires auquel ont donné lieu les réunions de l'Agence, alors qu'il était jusqu'à présent impossible d'avoir accès à ces informations sur le plan international. Son intention est de réunir en novembre un groupe d'experts qui lui apporteront leurs conseils sur le problème de la surveillance internationale des explosions pacifiques.

M. Eklund n'ignore pas que l'intérêt puissant soulevé par le TNP a suscité dans certains Etats Membres des inquiétudes au sujet des autres activités de l'Agence. «Je partage leur inquiétude dans une certaine mesure, mais je suis certain que la Conférence générale et le Conseil feront en sorte qu'aucune autre fonction statutaire de l'Agence n'en souffre», a-t-il déclaré. Le succès de cette action dépendra en grande partie de l'aide financière fournie par les Etats Membres. 1970 aura été la première année pour laquelle l'objectif des contributions volontaires aura été atteint à plus de 80%. Une augmentation des contributions volontaires serait évidemment conforme à l'esprit du TNP. Il espère donc que d'autres pays suivront l'exemple que donne la coopération qui s'est instaurée avec la Swedish International Development Authority, et il exprime l'espoir que les pays qui exécutent les programmes bilatéraux feront passer par l'Agence les fonds qu'ils destinent à l'aide aux pays en voie de développement. A cet égard il convient de remarquer que la Banque mondiale a créé un département des projets spéciaux, dont une des attributions est de trouver et d'essayer de mettre en œuvre des projets d'énergie nucléaire.

La famine et les cures d'amaigrissement

«Nous constatons également que les pays en voie de développement utilisent de plus en plus les techniques nucléaires et l'Agence joue un rôle actif à cet égard dans des domaines tels que ceux de l'hydrologie, de l'agriculture, de la médecine et de l'industrie» a dit le Dr Eklund. «Je rappelle à la Conférence que, si l'on en croit certaines statistiques, un cas sur quatre des maladies traitées dans les hôpitaux, dans le monde entier, provient d'eau contaminée». A propos du programme agricole exécuté en commun par l'Agence et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M. Eklund a dit que le danger immédiat de famine avait été écarté par la «révolution verte», c'est-à-dire grâce à l'emploi de nombreuses variétés de blé et de riz à haut rendement obtenues par des mutations radioinduites. Il n'en demeure pas moins vrai que la moitié de la population mondiale manque de nourriture, tandis que l'autre moitié se préoccupe de cures d'amaigrissement.

Le Directeur général a regretté que la valeur réelle des contrats de recherche de l'Agence soit réduite en raison de l'inflation, et il a attiré l'attention sur les problèmes que posent les augmentations des salaires

Les délégués à la quatorzième Conférence générale de l'Agence ont eu le privilège de recevoir la visite de M. Nicolas Ceausescu, Président de la Roumanie, qui a pris la parole à la Conférence générale. Le chef de l'Etat roumain s'est entretenu avec le Président de la Conférence, M. Vikram A. Sarabhai et le Directeur général de l'Agence, il a également visité une petite exposition illustrant les liens qui rattachent la Roumanie et l'Agence.



Photo: AIEA/Preuschl

et traitements proposées par le Conseil consultatif de la fonction publique internationale. Des études sont en cours pour établir un meilleur équilibre entre le coût des programmes et les dépenses de personnel. On s'efforce également de supprimer du programme les éléments qui n'ont qu'une importance secondaire.

Revenant au domaine de l'énergie nucléaire, M. Eklund a noté que dans le monde entier, les commandes de centrales augmentent considérablement. L'inconvénient que présente l'augmentation des investissements a été compensé par le relèvement du prix des combustibles classiques tandis que les cours de l'uranium ont à peine augmenté. Devant la demande croissante de combustible nucléaire, des perspectives intéressantes s'ouvrent aux pays en voie de développement car on a de bonnes raisons de penser qu'ils disposent d'importantes réserves non encore découvertes.

Incidences sur le milieu

«À mesure que l'énergie nucléaire prend une place plus importante, on en réévalue soigneusement les incidences sur le milieu» a déclaré le Dr Eklund. «Il semble que le public soit encore mal informé à ce sujet, et l'énergie nucléaire se voit attribuer le vilain rôle avant même que le problème n'ait été étudié dans sa juste perspective». Parmi les efforts que l'Agence a déployés cette année pour combler cette lacune, on peut citer le colloque sur les problèmes du milieu liés aux centrales nucléaires, organisé avec le concours de la Commission de l'énergie atomique des États-Unis. Ce colloque est arrivé à la conclusion que les centrales nucléaires étaient infiniment moins responsables de la dégradation du milieu que les autres formes de production d'énergie. Il a été suggéré, à cette occasion, que l'Agence devienne le centre de rassemblement des données sur la radioactivité dégagée à l'occasion des applications civiles de l'énergie nucléaire. L'évacuation des déchets radioactifs dans les mers et les océans a également été l'un des problèmes dont



Recherche agricole. Le professeur Alan Ward, doyen de la Faculté des sciences de l'Université de Zambie, en train d'étudier une maladie des arachides avec un spécialiste de la chimie des sols de la Station de recherche agricole de Mount Makulu. Un expert de l'Assistance technique coopère aux expériences sur les radioisotopes qui sont faites à cette station. Photo John D. Marr

l'Agence s'est occupée. Le Directeur général a rappelé à ce sujet qu'il n'a cessé au long des années de prier les gouvernements de fournir, de leur propre gré, des renseignements sur ces opérations d'évacuation. Le groupe mixte d'experts des aspects scientifiques de la pollution des eaux de la mer a recommandé de tenir un registre international unique de tous ces rejets, et un autre groupe d'experts doit se réunir en novembre pour examiner les moyens permettant de fixer les limites de concentration des radionucléides dans la mer.

D'autres problèmes ont été abordés par le Directeur général notamment l'assurance contre les risques nucléaires, le Système international de documentation nucléaire qui est à présent devenu une réalité, la possibilité de constituer un Conseil international des réacteurs à fusion qui aura pour tâche d'évaluer les progrès accomplis dans ce domaine et de veiller à la coordination des programmes nationaux, et les projets qui commencent à prendre forme concernant la quatrième Conférence internationale sur les utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

En dépit des efforts qui ont été faits au cours de l'année, il n'a pas été possible d'aboutir à un accord sur un amendement à l'Article VI du Statut afin de modifier la composition du Conseil des gouverneurs. Mais le Directeur général a déclaré que les discussions et les consultations qui devaient avoir lieu au cours de la Conférence permettraient de se rapprocher d'une solution satisfaisante pour tous et donnerait une nouvelle preuve de la vitalité de l'Agence et de sa capacité de s'adapter à un monde en perpétuel changement.